

Lettre du 14 février 2024

Les personnels de direction refusent d'être les boucs émissaires d'un crash annoncé

Un Choc des savoirs ? Vraiment ?

D'annonces en propos ou politiques « assumées », pour reprendre les mots du 1^{er} ministre, ce « Choc des Savoirs » unanimement remis en cause par toutes les fédérations dont la FNEC-FP-FO se résumerait plutôt en « Choc dé-savoir » et n'aboutir qu'à un « Choc de décevoir » les parents, les personnels et les élèves.

Ci-dessous un certain nombre de constats et de questionnements pour tous les acteurs de l'éducation et bien évidemment les personnels de direction.

Groupes de niveaux ? Groupes de besoins ?

Si l'aspect technique des alignements suscite beaucoup d'échanges, voire déchaîne les passions à tel point que l'ancienne ministre a tenté d'expliquer aux personnels de direction comment pouvaient se faire des alignements... Dans nombre d'établissements cela ne pourra pas se faire, faute de moyens ou alors au prix de sacrifices d'enseignements complémentaires (LCA, LCE) ou de dédoublements pertinents (comme en langues vivantes ou en sciences). Étrange conception des politiques pédagogiques et éducatives qui vise à être ambitieux pour nos élèves...mais en restreignant les maquettes pédagogiques des collèges...De la même manière par quel tour de passe-passe tente-t-on de faire avaler au grand public que pour « faire mieux » en Français et en Maths, nous allons passer de 26 heures à 25 heures d'enseignement par semaine en 6^{ème} ? Est-ce pour habituer les élèves, futurs acteurs économiques, à être plus performants et plus productifs ?

Même si l'administration centrale nous affirme que tout cela n'est que de la technique, qu'il faut avant tout porter un regard éclairé sur la philosophie de la mise en place des groupes de niveaux, comment les BMP et les créations de postes qui se multiplient au moment des CA sur les DHG pourront-ils être effectifs ? Quelle réflexion RH a été pensée ? Faute d'enseignants, car nous le savons tous le métier ne fait plus envie, quelle réforme effective sera mise en place ? Devrons-nous attendre la venue de contractuels, novices et « formés » en 48 heures, pour prendre en charge les groupes ? A cela s'ajoute la disponibilité et la capacité des salles. Certains établissements ne pourront mettre ces groupes de niveau en œuvre par faute d'un nombre suffisant de salles mais aussi de places. Certaines salles ne peuvent accueillir plus de 24 élèves voire moins, AESH compris. Il n'est pas possible de transiger avec la sécurité.

De quels groupes parlons-nous d'ailleurs ? Dans un premier temps, et de manière « assumée » le 1^{er} ministre, ancien et éphémère ministre de l'Éducation Nationale, a évoqué des « groupes de niveaux » censés permettre à tous de progresser : pensée magique faisant fi d'années de recherches internationales en Sciences de l'Éducation, nouveau mantra à rebours total de ce que tous nous avons prôné, avec plus ou moins de force ou de conviction personnelle, dans nos EPLE depuis des années. Depuis quelques jours, et à l'occasion d'un remaniement ministériel, il semblerait que ce dispositif se mue en groupes de besoins...CE QU'ILS ONT TOUJOURS ETE ! Des groupes flexibles, souples, évolutifs, qui doivent permettre d'adapter les réponses pédagogiques en fonction du public...Rien de véritablement neuf...retour à ce que nous faisons déjà parfois dans certains collèges...mais sur projet pédagogique défini par la communauté éducative !

Nous avons dénoncé, en audience avec la Ministre Oudéa-Castera, cette opération de communication sur les groupes de niveaux qui fleurent bon une école de la 3^{ème} République méritocratique et...fantasmée. En outre, nous avons également dénoncé la constitution de ces groupes sur l'ensemble des horaires de mathématiques et de français conduisant à une perte de repère pour les élèves. La superposition de l'ensemble de ces dispositions agit comme un chiffon rouge pour les équipes pédagogiques. Nous constatons dans de nombreux établissements des situations de crise où encore une fois les équipes de direction sont prises pour cibles.

Les récentes évolutions du discours du MEN, qui ne poursuivent que l'objectif d'un apaisement des acteurs du système éducatif, ne doivent pas nous bernier. Les acteurs ont changé mais la pièce qui se joue est toujours la même ! Et les moyens de mise en œuvre toujours inexistant...

Enfin, rêvons ! Une fois la mise en place en place de groupes de besoins, ou de niveaux..., même dans un monde idéal, avec des équipes qui savent travailler ensemble...des questions se posent : quels seront les temps de concertation prévus et indispensables à ce dispositif ? Comment sans de tels moments, définis comme partie intégrante des obligations de service au risque de ne pouvoir s'assurer qu'ils auront lieu, comment donc penser des progressions communes, des évaluations concertées, des outils d'explications aux parents et aux élèves pour que chacun comprenne les enjeux de ces groupes sans enfermer quiconque dans une représentation dégradée de ses capacités, de son potentiel... ?

Vous souhaitez nous rejoindre ? Vous pouvez adhérer en suivant ce lien :

[ADHÉRER à ID-FO](#)